



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

titre de reconnaissance de la Nation

Question écrite n° 36795

Texte de la question

M. Serge Janquin appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants, sur le voeu récemment présenté par le Groupement national des réfractaires et maquisards tendant à l'attribution du titre de reconnaissance de la Nation aux réfractaires au service du travail obligatoire (STO). Il souligne combien le refus du STO impliquait pour ces derniers une entrée dans la clandestinité, qui se soldait par une véritable forme de résistance à l'occupant, qui aboutissait d'ailleurs très souvent à des arrestations, des déportations, voire même des exécutions. En conséquence, il lui demande s'il serait possible d'envisager rapidement, compte tenu de l'âge avancé des intéressés, une modification de la loi du 4 janvier 1993, et ce, afin de donner satisfaction à ceux qui ont résisté, le plus souvent au péril de leur vie.

Texte de la réponse

Le secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants, tient à rappeler en premier lieu que le titre de reconnaissance de la Nation (TRN) a été créé par l'article 77 de la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967 pour les militaires de tous grades et de toutes armes ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord à une époque où ces opérations n'ouvraient pas droit à la carte du combattant. Par la suite, la détermination de critères d'attribution spécifiques à la nature des conflits d'Afrique du Nord a permis d'attribuer la carte du combattant au titre de ces conflits. Le TRN a, en conséquence, pu être attribué aux combattants des conflits antérieurs ou postérieurs par la loi n° 93-7 du 4 janvier 1993 et le décret n° 93-1117 du 16 septembre 1993. Les réfractaires au service du travail obligatoire en Allemagne, quant à eux, se sont cachés pour échapper à la réquisition de main-d'oeuvre ; ils ont été nombreux à rejoindre le maquis et les organisations de la Résistance. Si ces derniers peuvent accéder au statut de résistant, le comportement des premiers est pris en compte par l'attribution du titre de réfractaire. Celui-ci confère des droits, notamment en matière de retraite et de pension pour invalidité contractée au cours du réfractariat. Toutefois, le secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants, n'est pas hostile à ce que le titre de reconnaissance de la Nation puisse être accordé aux réfractaires. Cela exige cependant la modification de la loi du 4 janvier 1993 instituant le TRN. Celle-ci doit être précédée d'études, qui sont actuellement en cours, afin d'examiner s'il est possible d'envisager une avancée significative dans le budget pour 2001.

Données clés

Auteur : [M. Serge Janquin](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 36795

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 1999, page 6234

Réponse publiée le : 3 janvier 2000, page 56